

Nouvelles participations des organisations professionnelles au débat public

Consultation PollingVox pour le Cedap et Koz

Mai 2018

RESULTATS – NOTE DE SYNTHESE

Une consultation bien accueillie

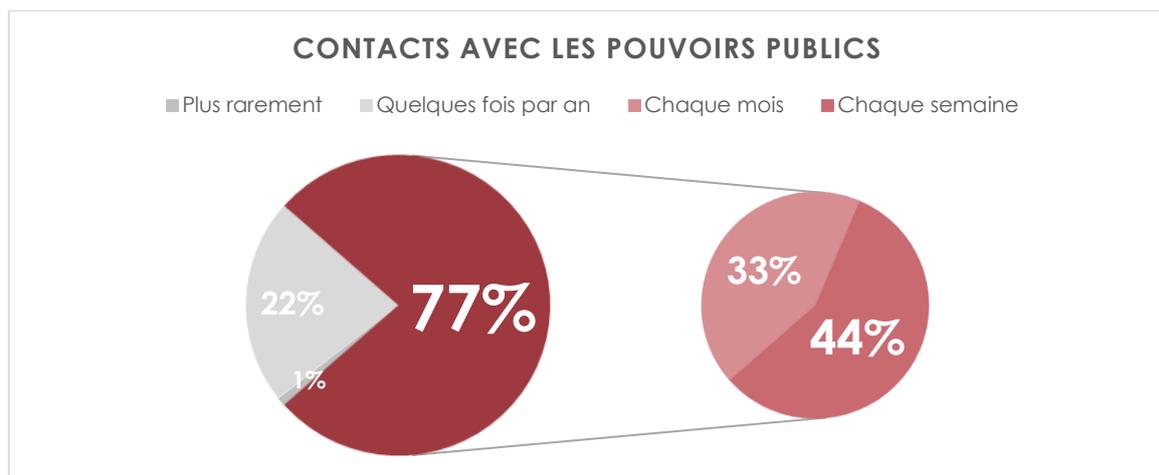
L'institut de sondage PollingVox a mené une consultation en ligne auprès de 494 responsables d'associations professionnelles, portant sur différents enjeux liés aux missions d'affaires publiques, en termes d'investissement et de méthodes, mais aussi d'adaptation aux nouvelles règles établies par les pouvoirs publics, via notamment la Haute Autorité pour la Transparence dans la Vie Politique (HATVP).

Près du tiers, 151 personnes, ont répondu, dont 101 de manière complète. Seuls les questionnaires intégralement remplis ont été exploités dans le cadre des résultats de la consultation, portant sur 78 adhérents et 23 non-adhérents du CEDAP.

Ce taux de retour, 1 sur 5 pour les réponses intégrales, 1 sur 3 en intégrant les réponses partielles, indique la qualité de l'accueil réservé à cette démarche de consultation.

1. Les affaires publiques au centre de l'activité des organisations

- 92% des DG considèrent que les affaires publiques sont une mission importante pour leur organisation – voire, pour 65% de l'échantillon « très importante ».
- **77% indiquent que leur organisation échange une à plusieurs fois par mois avec les pouvoirs publics** : 33% de façon mensuelle, **44% chaque semaine** :



- 76% sont inscrites sur le registre de la HATVP.
- 74% des DG estiment que leur organisation devrait aller plus loin dans la participation au débat public.

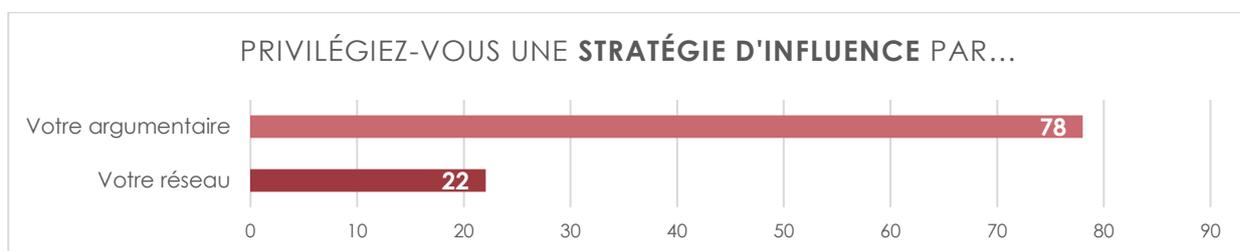
→ La représentation auprès des pouvoirs publics est toutefois un exercice solitaire pour 50% des DG.

2. La pratique se professionnalise de manière incontestable

→ 92% des DG disent échanger en amont du processus législatif, auprès de l'Administration (94%) plus qu'avec les politiques (72%).

→ Une légère majorité d'entre eux estiment agir surtout de manière préventive (54%) ; plus la fédération a de collaborateurs et plus elle a les moyens d'anticiper (64% dans les organisations de plus de 10 collaborateurs) ; pourtant, la part des fédérations qui disent avoir surtout les moyens d'agir « en réaction, lorsqu'un problème se pose » est significative (46%) et signale une fragilité.

→ **Les stratégies fondées sur l'argumentaire supplantent nettement celles fondées sur le réseau (en %) :**

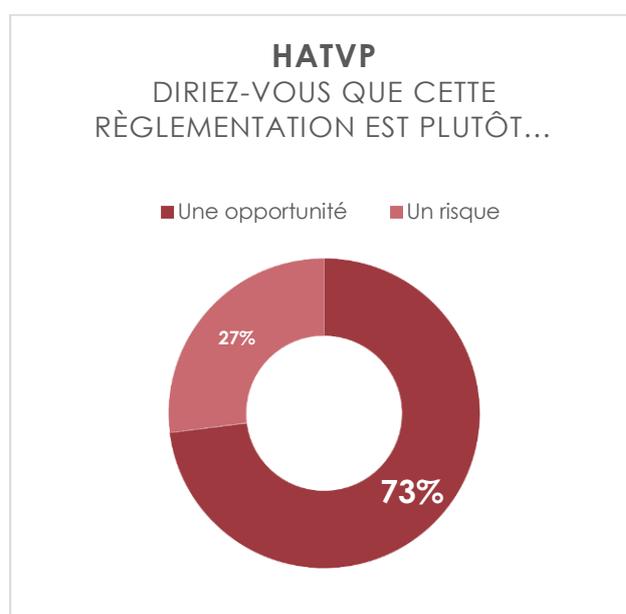


→ La note de position (74%) et la veille (63%), outils les plus rigoureux, sont communément utilisés (c'est encore plus vrai quand le DG est accompagné par un cabinet extérieur - 91% et 74%), à l'inverse des colloques (28%), des déjeuners et clubs parlementaires (23%), jugés comme les outils les moins efficaces (notés 2,2/5).

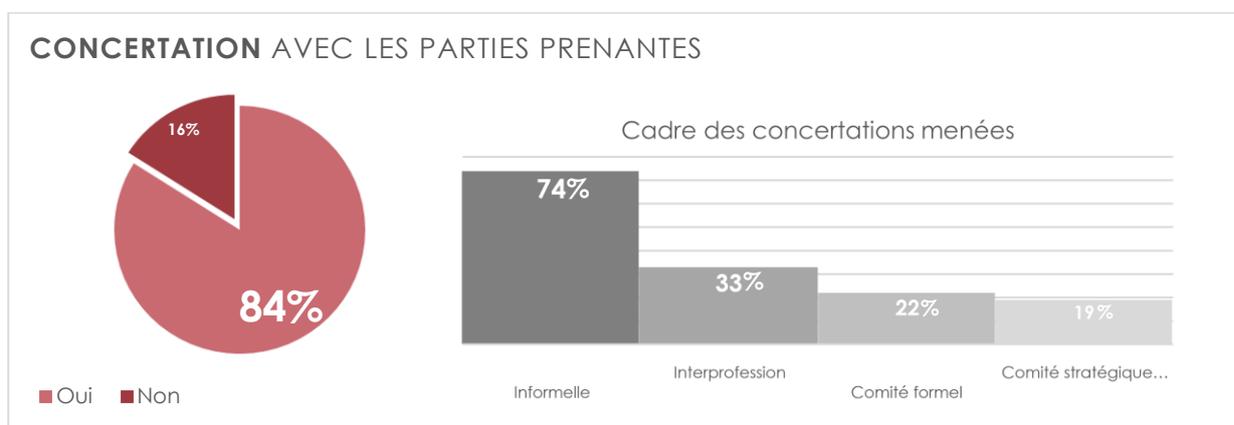
3. Les pratiques vertueuses sont bien installées et bénéficient d'une marge de progrès

→ 83% pensent qu'il est important de rénover les pratiques d'affaires publiques pour répondre aux aspirations de la société civile, par des consultations plus sincères (17%), une plus grande transparence (15%) et une meilleure utilisation des outils numériques (9%).

→ Très majoritairement, **les DG vivent la réglementation Sapin II de manière positive : 73% y voient « une opportunité pour rétablir la confiance et illustrer votre sincérité ».**



- **84% des organisations professionnelles se concertent avec leurs parties prenantes** avant d'émettre des positions sur leur secteur :



Les répondants s'accordent à estimer que cette concertation a des effets positifs, notamment en termes de compréhension mutuelle et de qualité technique des propositions faites pour le secteur.

- 60% des DG estiment que leur organisation devrait aller plus loin dans le domaine de la concertation et 60% seraient prêts à investir dans des outils innovants de co-construction.
- 66% des DG souhaitent que leur organisation aille encore plus loin dans l'expertise technique de leurs propositions.
- Une proportion importante n'a pas attendu la réglementation de la HATVP pour jouer la carte de la transparence (49 %) ; 67% des DG estiment que leur organisation devrait aller plus loin en la matière et 71% seraient prêts, par exemple, à mettre en ligne leurs notes de position et propositions d'amendement.

4. Les nouvelles pratiques sont en partie encouragées par les nouvelles générations

- Les colloques, déjeuners et clubs parlementaires sont moins utilisés par les moins de 50 ans (24% et 18% les utilisent, contre 31% et 27% pour les plus de 50 ans).
- La transparence est appliquée par 60% des moins de 50 ans (37% des plus de 50 ans).
- 78% des DG de moins de 50 ans souhaitent investir dans la transparence (57% des plus de 50 ans).
- 78% des moins de 50 ans voient une opportunité dans la réglementation Sapin II (73% en moyenne).

* * *